

BURKINA FASO



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 274 220 km²

Population : 20,9 millions d'habitants

Densité : 76,2 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,8 %

Part de la population urbaine : 30,0 %

Économie

Notation de la dette souveraine (S&P, 2022) : CCC+

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020 : 182^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,5

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 97 (95,4 pour l'UEOMA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement: modéré

PIB par habitant (2020) : 831 dollars

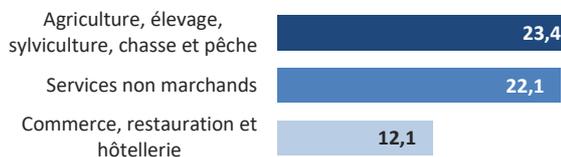
Taux de croissance (2020) : 2,5 %

Inflation (2020) : 1,9 %

PIB (2020) : 9 979 milliards de francs CFA

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures



61,6 ans

Espérance de vie



43,7 %

Population sous le seuil de pauvreté



47,2 %

Accès à l'eau potable



8,7 %

Mortalité infantile



35,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



18,4 %

Accès à l'électricité



23,8 %

Malnutrition infantile



41,2 %

Alphabétisation des adultes



105,8

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



33/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



43 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



58,5 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

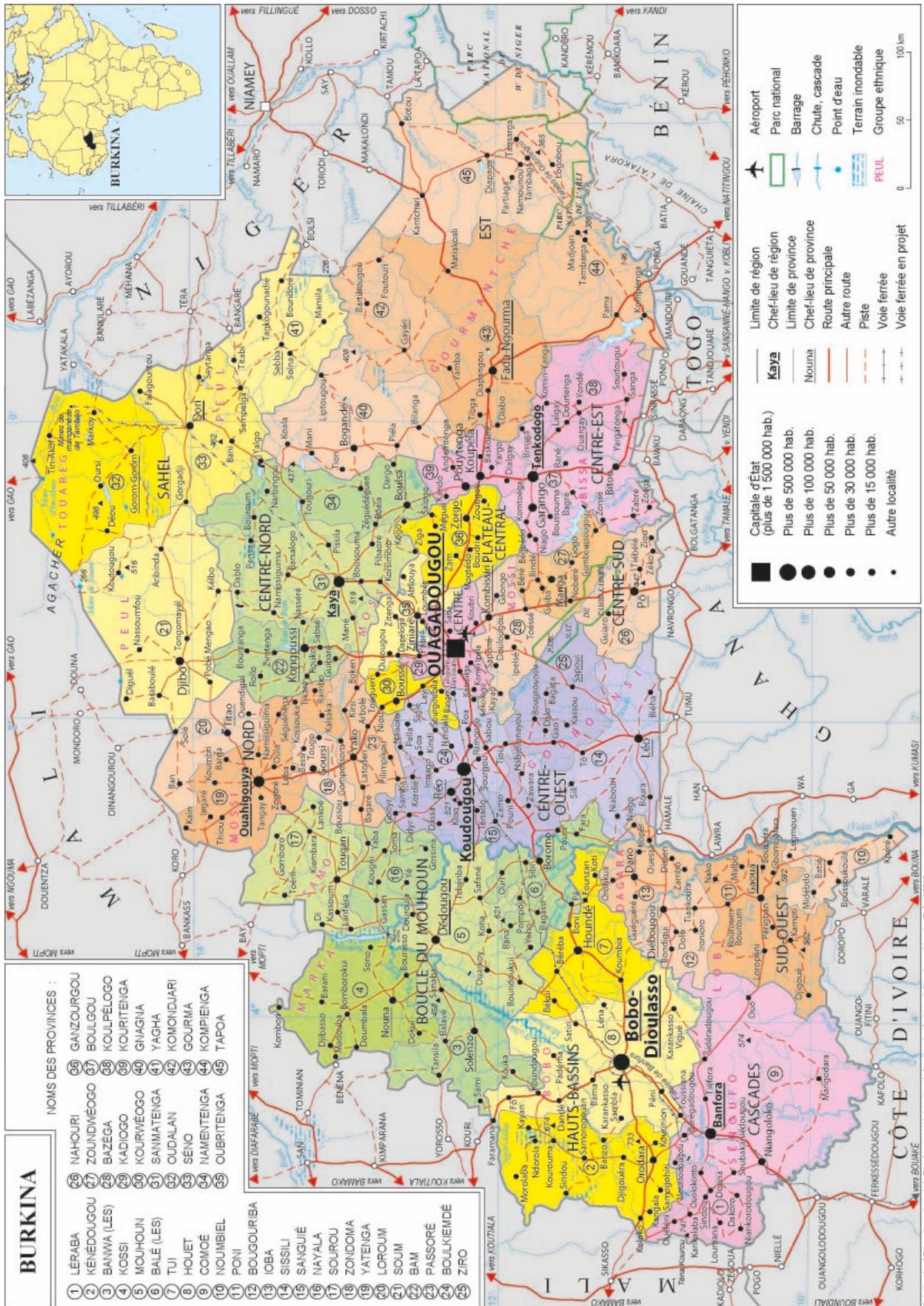
AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

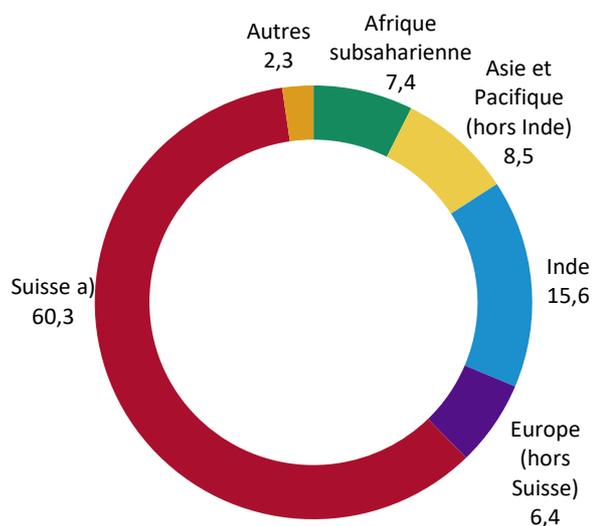
- **La croissance du PIB au Burkina Faso a ralenti en 2020, plafonnant à 2,5 %** (et induisant un recul du PIB par tête), mais reviendrait dès 2021 à un niveau de croissance proche de celui d'avant-crise, à condition que la propagation de la Covid-19 soit contenue et que l'environnement sécuritaire s'améliore. En 2020, l'impact de la crise sanitaire a été limité par une politique contra cyclique et le dynamisme du secteur aurifère. L'augmentation du prix des produits alimentaires a provoqué une hausse de l'inflation, qui devrait toutefois se stabiliser en 2021.
- **La crise de la Covid-19 est venue s'ajouter aux tensions sociales et au mauvais climat sécuritaire à l'origine d'1,3 million de déplacés internes selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés.** Ce contexte pèse sur les capacités productives et l'accès aux denrées alimentaires.
- **Le Burkina Faso bénéficiait depuis mars 2018 d'une facilité élargie de crédit (FEC) triennale dont le renouvellement est en cours d'évaluation.** En 2020, les institutions internationales, et en particulier le FMI, ont toutefois continué à soutenir le pays pour lui permettre de répondre à ses besoins de liquidité urgents. Ces financements ont pris la forme d'une facilité de crédit rapide (FCR), d'un accès au fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC) afin d'assurer le paiement du service de la dette au FMI, ainsi que de l'Initiative de suspension du service de la dette externe (ISSD).
- Les élections présidentielles et législatives de novembre 2020 ont donné la **victoire dès le premier tour au président sortant Roch Marc Christian Kaboré**, qui a ainsi débuté un second mandat de cinq ans.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie du Burkina Faso, pays à faible revenu, figure parmi les plus dynamiques de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), mais reste dépendante de la production de quelques matières premières, principalement l'or. Le taux de croissance moyen du pays s'est établi à 5,4 % du PIB entre 2010 et 2020. Toutefois, la croissance a marqué le pas en 2020, à 2,5 %, à la suite de la crise de la Covid-19. Le retour à une croissance plus dynamique est attendu dès 2021. L'activité économique est essentiellement tirée par la production agricole (20 % du PIB en 2020 et 80 % des emplois), du coton en particulier, et par le développement rapide du secteur aurifère qui positionne désormais le pays parmi les principaux producteurs d'or d'Afrique. Traditionnellement, du côté de la demande, la croissance économique s'appuie sur la consommation des ménages et l'investissement, ce que le contexte de la crise sanitaire a empêché en 2020. Les investissements publics sont encouragés depuis 2016 par la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social dont la deuxième phase (PNDES-II, 2021-2025) a été adoptée en juillet 2021.

Destinations des exportations du Burkina Faso (2015-2019)

(en %, moyenne sur 5 ans)



a) Principalement de l'or brut et semi-transformé.

Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Si la croissance économique du Burkina Faso est soutenue sur longue période, elle est largement absorbée par la pression de la démographie, augmentant au rythme de 2,8 % par an d'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et freinant les progrès en matière de développement. Par suite, le PIB par tête, en croissance de l'ordre de + 2,7 % en 2019, recule à - 0,9 % en 2020 selon la Banque mondiale. Les indicateurs de développement humain et des infrastructures témoignent d'un niveau élevé de pauvreté dans le pays, de grandes difficultés d'accès à la nourriture et à l'eau, et d'une insuffisance des systèmes de soins et d'éducation. Ainsi, près de 44 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, la malnutrition infantile s'élève à 25 %, moins de la moitié de la population accède à l'eau potable, la mortalité infantile atteint 8,8 % et le taux d'alphabétisation des adultes se situe à 41,2 % seulement. Les inégalités de revenus sont grandes et le Burkina Faso affiche un PIB par habitant de 831 dollars en 2020, au 22^e rang, parmi les plus faibles au monde d'après la Banque mondiale.

La faible diversification de la production va de pair avec une importante concentration sectorielle et géographique des exportations et une forte dépendance aux importations. L'or et le coton représentent à eux seuls 80 % de la valeur des exportations, rendant l'économie particulièrement vulnérable à l'évolution des prix internationaux, aux aléas climatiques (le coton nécessitant une importante irrigation) et à la situation sécuritaire (la plupart des mines d'or étant situées dans les zones de conflit¹). Cette vulnérabilité est accentuée par la faible diversification géographique des exportations (dont plus de 80 % sont destinées à la Suisse et à l'Inde), directement liée à la concentration des exportations sur le plan des produits. Malgré son appartenance à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à l'UEMOA, le Burkina Faso développe peu de relations commerciales avec les partenaires régionaux. Les besoins du pays en biens d'équipement, produits pétroliers et produits alimentaires pèsent sur la balance courante. Elle apparaît structurellement déficitaire, à hauteur de 4,2 % du PIB

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Burkina Faso

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Coton-graine	482,2	458,5	472,0
Prix d'achat aux producteurs	235,0	265,0	240,0
Mil et sorgho	3 118,9	2 842,0	3 086,6
Maïs	1 700,1	1 710,9	1 877,4
Riz paddy	350,4	376,5	390,5
Fonio	11,3	10,2	11,8
Arachides	329,8	396,1	630,5
	2018	2019	2020
Or (en tonnes)	52,6	50,3	62,1

Sources : BCEAO et administrations nationales.

en moyenne de 2016 à 2020, même si ce déficit s'est réduit à 1 % du PIB en 2020 du fait de la forte hausse du cours de l'or et, dans une moindre mesure, du ralentissement des importations. En outre, l'enclavement du Burkina Faso, qui nécessite l'acheminement par voies terrestres des marchandises déchargées dans les ports des pays voisins, rend les importations très sensibles aux variations des prix du pétrole.

Dans un contexte de forte détérioration de la situation sécuritaire depuis 2014 et de revendications persistantes dans la fonction publique, l'État ne parvient pas à assainir les finances publiques. Depuis le milieu des années 2010, le pays affiche une amélioration de certains indicateurs de fiscalité. De 2015 à 2019, les recettes fiscales ont progressé de près de 15 % en moyenne annuelle et le taux de pression fiscale est resté parmi les plus élevés de l'UEMOA, à 14,6 %. Cette amélioration résulte d'une évolution macroéconomique favorable, d'une modernisation de l'administration de l'impôt (mise en œuvre du compte unique du Trésor) et d'une réforme de la TVA (réforme du processus de remboursement des crédits de TVA). Mais le poste « salaires et traitements » représente toujours plus de la moitié des dépenses courantes, tandis que les dépenses de sécurité et de défense (+ 20 % en 2020 selon la Banque africaine de développement – Bafd) se sont accrues pour lutter contre la montée du terrorisme. Le déficit budgétaire moyen, dons inclus, sur la période 2015-2020, s'est élevé à 4,1 % du PIB. La dette publique a augmenté continûment de 17 % par an sur cette période, pour atteindre 47,9 % du PIB en 2020.

¹ À la suite d'une attaque particulièrement meurtrière perpétrée en novembre 2019 contre un convoi transportant des employés de la mine de

Bougou, exploitée par la société canadienne Semafo, l'activité a cessé pendant environ trois mois.

L'octroi par le FMI d'une nouvelle facilité élargie de crédit (FEC) est en cours d'évaluation, après l'expiration du dernier accord triennal en novembre 2020.

D'un montant de 108,36 millions de DTS, cette facilité était assortie d'un programme de réformes structurales dont le FMI a jugé la performance satisfaisante. Pour la reconduction de son appui, le FMI a mis au centre des orientations fixées la nécessité d'une stratégie à moyen terme relative à la rémunération du secteur public, afin de rendre la masse salariale soutenable, ainsi que la consolidation de filets sociaux.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

En 2020, le taux de croissance du PIB ressort à 2,5 %, en net recul après 5,7 % en 2019. Ce taux dépasse toutefois la croissance moyenne de 1,5 % enregistrée dans l'UEMOA. Le ralentissement des activités du commerce, des transports, du tourisme et de l'hôtellerie a limité à 2,0 % la croissance du secteur tertiaire, reflétant l'effet des mesures prises pour contenir la propagation de la Covid-19 (couvre-feu, fermeture des frontières terrestres et des vols commerciaux, etc.). L'agriculture a mieux résisté (+ 5,3 %) grâce à la hausse de la production céréalière (+ 4,9 %) et des cultures destinées à l'exportation (coton, arachide, sésame, soja : + 17 %). Le secteur minier suit une forte croissance (+ 42,5 %), profitant de la hausse élevée du cours de l'or. Hors mines, la croissance du secteur secondaire s'est tout juste maintenue (+ 0,6 %). D'après la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le taux de croissance économique du Burkina Faso remonterait à 5,1 % en 2021, à condition que la crise sanitaire de la Covid-19 soit contenue et que la situation sécuritaire s'améliore. En raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, le taux d'inflation a augmenté à 1,9 % en 2020, après un recul de 3,2 % en 2019. La forte baisse des prix en 2019 résultait notamment de celle des céréales, liée aux effets cumulatifs d'une bonne campagne agricole, des distributions de vivres par les organisations humanitaires et du repli des exportations vers les pays voisins, freinées par la situation sécuritaire. La BCEAO prévoit une stabilisation de l'inflation en 2021, à 1,8 %.

La détérioration du déficit budgétaire à 5,3 % du PIB en 2020 résulte de l'augmentation des dépenses publiques (+ 13,8 %) liées aux mesures contra-cycliques prises contre les effets récessifs du contexte Covid-19 sur l'économie (aides aux petites et moyennes

Activité économique et inflation au Burkina Faso

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	6,7	5,7	2,5	5,1
Inflation (en moyenne annuelle)	1,9	- 3,2	1,9	1,8

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BCEAO.

entreprises, transferts sociaux aux populations vulnérables, soit l'équivalent de près de 4,5 % du PIB), combinée à l'évolution moins favorable des recettes (- 5,1 % hors dons, + 5,0 % dons compris). Pour répondre aux dépenses additionnelles liées à la pandémie, le Burkina Faso a reçu du FMI, en avril 2020, une aide d'urgence de 115,3 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), soit 70 % de la quote-part du pays, ainsi que des financements de 21,2 millions de dollars de la Banque mondiale et de 54,6 millions de la BAfD. Le Burkina Faso a aussi bénéficié de l'Initiative de suspension du service de la dette externe (ISSD) mise en place par les pays du G20, comme la plupart des autres pays de l'UEMOA. En 2021 la Banque mondiale a continué de soutenir la mise à niveau des infrastructures en accordant deux financements (en prêts et dons) de 83 et 152 millions de dollars, tout comme la BAfD pour un montant de 22 millions. Pour retrouver des marges de financement des infrastructures de base, le pays s'emploie à améliorer la collecte fiscale et à encadrer la revendication salariale dans la fonction publique, mais le taux de pression fiscale reste en deçà de l'objectif de 20 % du PIB fixé par l'UEMOA (13,8 % en 2020, après 15,2 % en 2019).

La dette publique, relativement soutenable, continue toutefois d'augmenter, et représente 47,9 % du PIB en 2020 (contre 42,3 % en 2019). La progression découle notamment de l'augmentation des émissions de bons du Trésor. À fin décembre 2020, l'encours de la dette publique était détenu à 50,9 % par des non-résidents, et essentiellement (près de 90 %) par les organismes multilatéraux. Dans son analyse de viabilité de la dette (octobre 2020), le FMI estime que le Burkina Faso présente un risque modéré de surendettement et préconise un recours privilégié aux dons et aux prêts concessionnels. En 2020, le pays a signé avec le G20 l'accord lui permettant de bénéficier de l'ISSD. Le FMI a accordé deux tranches d'allègement du service de la dette, la première couvrant la période du 14 avril au 13 octobre 2020, la seconde la période du 14 octobre 2020 au 13 avril 2021.

Le déficit de la balance des comptes courants se réduit, à 1,0 % du PIB en 2020, contre 3,3 % en 2019.

Cette amélioration relève de l'augmentation de la valeur des exportations d'or (+ 10,2 %), de la baisse de la facture pétrolière (- 21,1 %) et de l'aide financière internationale. Dès 2021 toutefois, le déficit de la balance courante devrait de nouveau se creuser sous l'effet de l'augmentation des importations attenante à la reprise économique.

Le secteur bancaire, déjà globalement solide, a amélioré en 2020 son résultat d'exploitation de 20 milliards de francs CFA et son résultat net de 16 milliards. Le ratio de solvabilité du secteur bancaire est resté constant entre 2019 et 2020, et le ratio de liquidité a légèrement augmenté de 115,2 % à 117,7 %, du fait notamment des mesures contra cycliques introduites par la BCEAO en matière prudentielle (reclassement des créances sur clientèle, accès facilité au refinancement) ou de politique monétaire (révision à la baisse des taux directeurs). Le Burkina Faso apparaît, avec la Côte d'Ivoire et le Mali, comme l'un des pays les plus résilients face à la crise de la Covid-19.

ENJEUX ET DÉFIS

Outre les actions sanitaires contre la Covid-19, avec l'accès généralisé à la vaccination de la population, le Burkina Faso reste confronté à des défis majeurs, au premier rang desquels figurent la gestion de l'insécurité et de ses conséquences humanitaires, la réduction des déficits sociaux et le rééquilibrage de la structure productive de l'économie.

La sécurité reste le principal défi pour le pays, car l'instabilité perdure avec la recrudescence d'attentats particulièrement meurtriers (1 400 victimes au total), comme ceux perpétrés les 5 juin et 19 août 2021. Les attaques terroristes frappent le nord et l'est du pays, où l'état d'urgence est décrété depuis décembre 2018. Depuis six ans, la situation sécuritaire se dégrade et engendre une grave crise humanitaire, accentuée depuis 2020 par les effets de la pandémie de la Covid-19. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le gouvernement burkinabé a recensé en juillet 2021, pour les deux dernières années, 1,3 million de

Burkinabés déplacés internes, soit 6 % de la population du pays. L'afflux des déplacés pèse sur les infrastructures et les ressources des villes d'accueil, notamment Kaya (Centre-Nord) ou Dori (Sahel). Selon les Nations unies², en référence à un dénombrement en août 2020, 3,3 millions de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë au Burkina Faso. La population manifeste régulièrement sa colère face à l'impuissance des forces armées à contenir le terrorisme.

La croissance économique soutenue de ces dernières années ne s'est pas traduite par une réduction sensible de la pauvreté et des inégalités de niveau de vie.

L'insécurité participe à l'accentuation des déficits sociaux en touchant durement les infrastructures éducatives et de santé. Au second semestre 2020, 350 000 élèves étaient déscolarisés en raison des tensions sécuritaires et 323 centres de soins partiellement ou totalement fermés. Depuis le début du siècle, des progrès ont certes été obtenus dans le domaine du capital humain, et ponctuellement consolidés dans la première phase du PNDES avec surtout la gratuité de l'accès aux soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Mais le Burkina Faso présente l'un des niveaux de développement humain les plus faibles au monde, et est classé 182^e sur 189 pays pour l'indice de développement humain (IDH) 2020 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les études et rapports récents de l'Agence française de développement (AFD)³, d'Oxfam International⁴ et de la BAfD⁵ confirment de fortes inégalités d'accès aux services sociaux, selon le genre, le revenu ou le lieu de résidence (rural ou urbain). La Banque mondiale recommande de mieux identifier les plus démunis dans l'attribution des subventions aux produits de base.

L'économie demeure fragile, car elle repose sur la production prééminente de quelques matières premières destinées à l'exportation. L'or représente ainsi 11 % du PIB et 74 % des recettes d'exportations en 2020. Le Burkina Faso est par ailleurs le quatrième producteur de coton en Afrique. À côté de ces activités rentables, qui concentrent la valeur ajoutée, le secteur agricole

² Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme alimentaire mondial (PAM) citant des données collectées par le réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA).

³ Kobiane (J.-F.), Ouili (I.) et Guissou (S) (2020), « État des lieux des inégalités multidimensionnelles au Burkina Faso », Papiers de recherche, n° 132, AFD, avril.

⁴ Crola (J.-D.) (2019), *Sahel : lutter contre les inégalités pour répondre aux défis du développement et de la sécurité*, Oxfam International, juillet.

⁵ Note de diagnostic pays – Burkina Faso, Renforcer la résilience et accélérer la transformation structurelle de l'économie, BAfD, septembre 2021.

souffre d'une faible productivité car peu mécanisé (rendement agricole de 1,12 tonne à l'hectare ⁶ sur la période 2016-2020), et maintient dès lors une grande partie de la population dans la pauvreté. Le secteur manufacturier subit quant à lui la concurrence de l'économie informelle et des carences de l'environnement des affaires.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le deuxième Plan national de développement économique et social (PNDES-II, 2021-2025) adopté en juillet 2021 succède à un premier plan (2016-2020) qui n'a que partiellement atteint ses objectifs. Le programme de construction de 40 000 logements reste pour l'essentiel à réaliser, mais des progrès importants ont été obtenus en matière de soin infantile (gratuité) et d'infrastructures routières (plus de 1 028 km de routes bitumées ou entretenues entre 2015 et 2020), ainsi que dans les secteurs de l'énergie et de la connexion Internet à haut débit. Le PNDES-II fixe pour objectif de « rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie pour une croissance forte, durable et inclusive ». Le coût de ce plan est estimé à 19 030 milliards de francs CFA (près de 35 milliards de dollars ⁷), avec un financement à 63 % sur ressources propres et, pour le reste, avec le soutien des banques multilatérales et institutions de développement, ou par des partenariats public-privé. Le PNDES-II réaffirme l'objectif de transformation structurelle de l'économie – faiblement investi dans la phase précédente – avec la création de plusieurs zones industrielles (Ouaga, Bobo Dioulasso, Sameneni, etc.), la construction d'une unité de transformation de l'anacarde et d'usines de transformation de coton.

En juin 2020, un Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) a été lancé en parallèle d'un projet d'appui à la promotion des filières agricoles (PAPFA), et vise à renforcer la sécurité alimentaire en soutenant notamment les filières du riz et du sésame.

Les banques de développement continuent d'accompagner les projets. Le 14 juillet 2021, la Banque mondiale a engagé un montant de 264 milliards de francs CFA (environ 478 millions de dollars) pour

mettre en œuvre des projets dans le secteur de l'énergie (solaire et rurale), du foncier (gestion sécuritaire et inclusive des mines), du développement territorial (région du Liptako-Gourma), de l'économie et des finances (financement des PME et déploiement des services financiers numériques). Le 29 septembre 2021, la Banque mondiale a également octroyé (moitié par don, moitié par prêt) 145 milliards de francs CFA (environ 256 millions de dollars) au projet régional de corridor routier Lomé-Ouagadougou-Niamey facilitant le transport transfrontalier. En septembre 2021, la BAfD et le Fonds africain de développement (FAD) ont engagé 39 milliards de francs CFA pour le développement des infrastructures électriques.

⁶ *Ibid.*

⁷ Au taux de change dollar/FCFA de juillet 2021.

ANNEXE

Burkina Faso – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	10 879,4	11 790,4	12 312,3	12 954,8
PIB nominal	8 191,3	8 920,4	9 369,2	9 979,3
Importations de biens et services	2 688,1	2 870,0	2 943,1	2 975,4
Emplois	10 879,4	11 790,4	12 312,3	12 954,8
Consommation finale	6 905,7	7 257,3	7 644,2	7 720,1
Publique	1 453,1	1 515,9	1 781,9	1 759,5
Privée	5 452,6	5 741,4	5 862,3	5 960,7
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 807,2	2 027,3	2 050,5	2 470,2
Exportations de biens et services	2 166,5	2 505,8	2 617,7	2 764,5
Épargne intérieure brute	1 285,6	1 663,1	1 725,0	2 259,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 521,6	- 364,1	- 325,5	- 211,0
Taux d'investissement (en % du PIB)	22,1	22,7	21,9	24,8
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	6,2	6,7	5,7	2,5
Déflateur du PIB	1,4	2,0	- 0,6	3,9
Prix à la consommation, en moyenne	2,9	1,9	- 3,2	1,9

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	1 583,6	1 746,0	1 882,0	1 975,3
Recettes budgétaires	1 389,3	1 530,9	1 747,7	1 659,4
Recettes fiscales	1 238,2	1 354,3	1 424,9	1 377,0
Recettes non fiscales	151,0	176,6	322,8	282,1
Dons	194,3	215,1	134,3	316,0
Dépenses et prêts nets	2 146,5	2 127,6	2 177,4	2 500,0
Dépenses totales	2 150,0	2 137,7	2 201,3	2 504,3
Dépenses courantes	1 318,7	1 383,4	1 644,5	1 724,3
Traitements et salaires	618,0	705,1	844,4	897,2
Autres dépenses courantes	631,2	581,0	683,0	686,5
Intérêts	69,5	97,2	117,1	140,6
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>49,4</i>	<i>74,1</i>	<i>95,6</i>	<i>117,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>20,2</i>	<i>23,1</i>	<i>21,5</i>	<i>23,5</i>
Dépenses en capital	831,3	754,3	556,8	780,0
Sur ressources intérieures	570,4	447,0	419,0	432,9
Sur ressources extérieures	261,0	307,4	137,8	347,1
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	- 3,5	- 10,1	- 23,8	- 4,4
Solde global base engagements (hors dons)	- 757,2	- 596,7	- 429,7	- 840,6
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 562,9	- 381,7	- 295,5	- 524,6
Solde primaire de base ^{b)}	- 430,3	- 202,2	- 198,7	- 357,3
Ajustement base caisse	46,3	- 74,8	- 2,6	- 8,2
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	0,0	0,0	32,1	- 46,0
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 710,9	- 671,5	- 432,3	- 848,8
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 516,6	- 456,4	- 298,0	- 532,8
Financement	511,1	456,4	298,0	531,7
Financement intérieur net	436,8	380,5	200,9	379,3
Bancaire	108,3	142,3	23,4	77,4
Non bancaire	328,5	238,2	177,4	301,9
Financement extérieur net	74,3	75,9	97,2	152,4
Ajustement statistique	5,6	0,0	0,0	2,3
Dettes publiques	2 767,2	3 366,0	3 964,1	4 777,7
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	17,0	17,2	18,7	16,6
Dépenses courantes	16,1	15,5	17,6	17,3
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 6,9	- 4,3	- 3,2	- 5,3
Dettes publiques	33,8	37,7	42,3	47,9

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Burkina Faso – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 520,4	- 369,3	- 306,9	- 101,1
1 - Biens et services	- 521,6	- 364,1	- 325,5	- 211,0
Balance des biens	- 3,1	161,1	214,3	436,2
Exportations de biens FOB	1 887,3	2 196,4	2 301,3	2 503,5
<i>dont : or</i>	<i>1 278,4</i>	<i>1 492,5</i>	<i>1 685,8</i>	<i>1 857,9</i>
<i>coton</i>	<i>253,3</i>	<i>250,4</i>	<i>206,1</i>	<i>153,7</i>
<i>zinc</i>	<i>95,8</i>	<i>94,8</i>	<i>90,9</i>	<i>64,1</i>
<i>anacarde</i>	<i>99,7</i>	<i>117,1</i>	<i>56,0</i>	<i>32,1</i>
Importations de biens FOB	- 1 890,4	- 2 035,2	- 2 087,0	- 2 067,3
Importations de biens CAF	- 2 267,1	- 2 436,0	- 2 491,6	- 2 474,4
<i>dont : biens d'équipement</i>	<i>- 598,7</i>	<i>- 820,7</i>	<i>- 907,8</i>	<i>- 863,4</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 478,9</i>	<i>- 420,5</i>	<i>- 455,2</i>	<i>- 358,8</i>
<i>produits alimentaires</i>	<i>- 178,4</i>	<i>- 182,5</i>	<i>- 161,7</i>	<i>- 209,5</i>
Balance des services	- 518,5	- 525,3	- 539,8	- 647,2
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 376,7</i>	<i>- 400,7</i>	<i>- 404,6</i>	<i>- 407,1</i>
2 - Revenus primaires	- 230,4	- 267,0	- 299,5	- 245,2
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 20,2</i>	<i>- 53,5</i>	<i>- 62,1</i>	<i>- 21,3</i>
3 - Revenus secondaires	231,5	261,8	318,0	355,1
Administrations publiques	100,0	123,3	169,3	204,9
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>81,2</i>	<i>92,7</i>	<i>88,5</i>	<i>176,7</i>
Autres secteurs	131,5	138,5	148,7	150,2
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>221,3</i>	<i>230,2</i>	<i>241,7</i>	<i>242,0</i>
b - Compte de capital	172,8	175,8	125,9	278,8
c - Compte financier	- 599,1	- 313,2	- 252,9	- 297,4
Investissements directs	4,5	- 111,5	- 85,9	- 72,8
Investissements de portefeuille	- 112,4	- 150,2	- 120,0	- 150,8
Autres investissements	- 491,2	- 51,5	- 47,1	- 73,8
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	22,6
d - Erreurs et omissions nettes	- 4,5	1,2	- 4,2	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	247,0	121,0	67,7	475,1
Taux de couverture ^{a)}	80,6	87,3	88,9	92,9
Solde courant (en % du PIB)	- 6,4	- 4,1	- 3,3	- 1,0
Solde global (en % du PIB)	3,0	1,4	0,7	4,8

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	1 209	1 299	1 615	1 833
Moyen terme	1 220	1 413	1 446	1 455
Long terme	66	81	71	66
Total	2 495	2 793	3 133	3 354

Source : BCEAO.

Burkina Faso – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Opérations de trésorerie et interbancaires	693	694	848	Opérations de trésorerie et interbancaires	1 112	1 141	1 195
Opérations avec la clientèle	2 885	3 227	3 461	Opérations avec la clientèle	3 526	3 888	4 702
Opérations sur titres et diverses	1 502	1 651	2 204	Opérations sur titres et divers	156	174	182
Valeurs immobilisées	187	205	213	Provisions, fonds propres et assimilés	474	573	648
Total	5 268	5 777	6 725	Total	5 268	5 777	6 725

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	57,0	55,1	53,8
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	12,9	13,2	14,3
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	25,5	27,8	30,4
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	8,2	7,7	7,8
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	3,2	2,6	2,4
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	63,1	68,5	71,5

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	711	519	857
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	11	13	7
Produits sur opérations avec la clientèle	239	271	295
Produits sur opérations sur titres et diverses	94	99	122
Produits sur opérations de change	344	114	411
Produits sur opérations hors bilan	13	12	14
Produits sur prestations de services financiers	8	8	8
Autres produits d'exploitation bancaire	2	1	1
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
2. Charges bancaires	472	247	552
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	38	40	34
Charges sur opérations avec la clientèle	99	105	120
Charges sur opérations sur titres et diverses	2	2	3
Charges sur fonds propres et assimilés	1	2	3
Charges sur opération de change	326	93	386
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	3	4	4
Autres charges d'exploitation bancaire	2	2	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	239	272	304
4. Produits accessoires nets	7	10	12
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	246	282	316
6. Frais généraux	122	135	148
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	14	15	16
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	110	132	152
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	41	57	50
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	69	75	102
12. Résultat exceptionnel net	1	12	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	10	11	12
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	61	76	92

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	12,1	13,8	13,8
Rapport de liquidité	123,5	115,2	117,7

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Burkina Faso – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019	2020
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	100	100	94
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity Tier 1</i>) ($\geq 5,625$ %)	100	100	100
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625$ %)	100	94	100
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625$ %)	100	94	88
Norme de division des risques (≤ 65 %)	80	81	81
Ratio de levier (≥ 3 %)	93	100	100
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	75	75
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	100	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	93	94	94
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	100	100
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	100	100
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	93	94	100
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	93	88	94

Source : Commission bancaire de l'UMOA.